



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2013**

**GROUPE III
COLLECTIVITE LOCALE DE PIKINE**

RAPPORT DEFINITIF

ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 23 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/577



SOMMAIRE

SYNTHESE	4
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objectifs de la mission	4
1.2.1 Objectifs spécifiques	4
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	6
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	7
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	7
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	7
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	8
2.1.2 Principes	11
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	11
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	11
2.1.3 Procédures	12
3. SYNTHESE DE LA REVUE	13
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	13
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	13
3.1.2 Commission des marchés	13
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	13
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	13
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	14
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	14
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	14
3.1.6 Archivage des dossiers	14
3.1.7 Autres	14
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	14
3.2.1 Echantillon	14
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	15
3.2.3 Marchés conclus par AOO	15
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	15
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	15
3.2.4 Marchés conclus par AOR	16
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	16
3.2.6 Marchés conclus par DRP	16
3.2.7 Marchés passés par Entente Directe	16
3.2.8 Avenants	16
3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels	16
3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP	16
3.3 Constats relatifs à l'exécution financière	17
3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique	17
4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	18
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	20
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES	21
7. ANNEXE	22
7.1 Réponses de l'Autorité Contractante	22
7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante	23

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
APIX	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CDC	Caisse de Dépôt et de Consignation
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CFA	Communautés Financières d'Afrique
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TDR	Termes de référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;

- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

- ✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :
- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- ✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

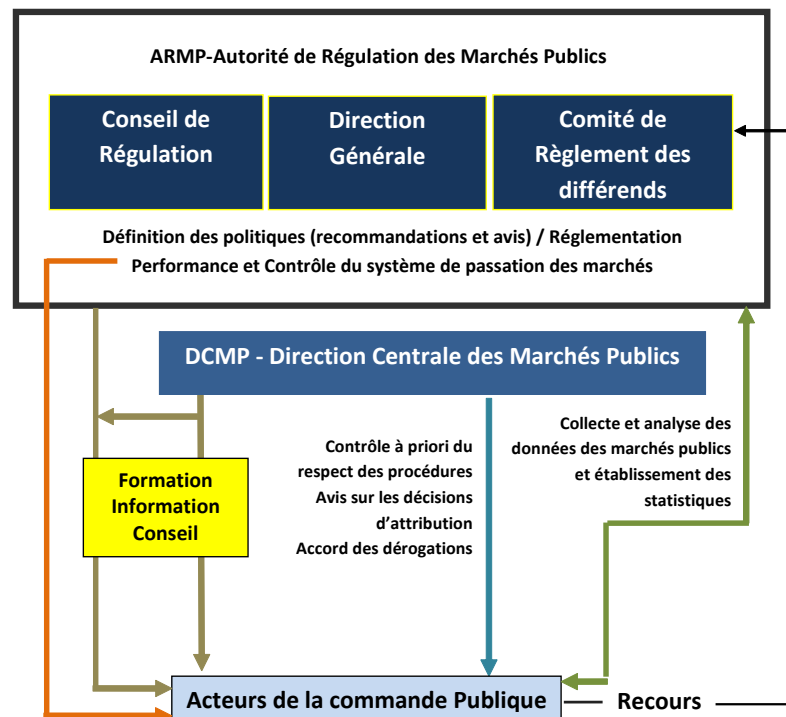
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



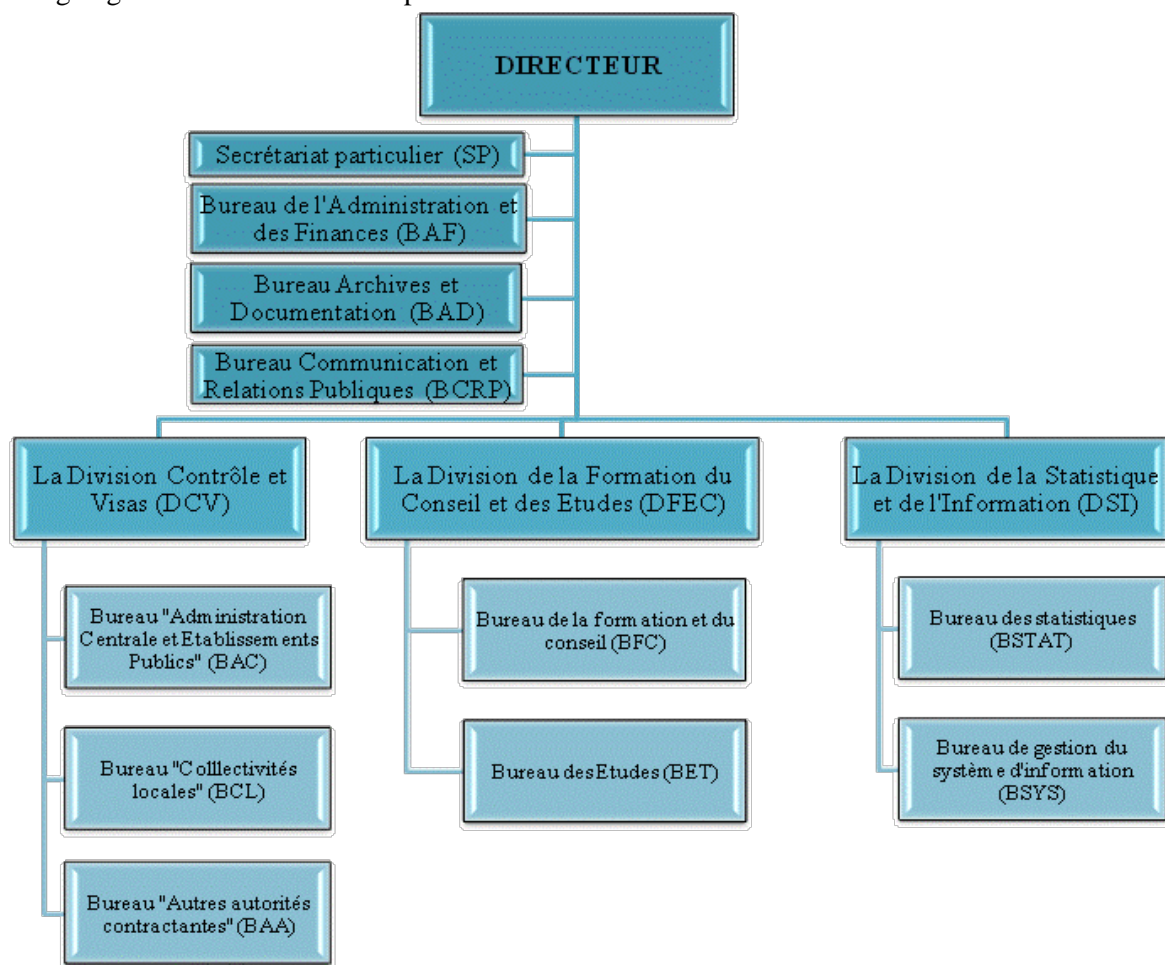
✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

« La commune de Pikine a été créée par le décret 83-1129 du 29 octobre 1983 portant création des communes de la région du Cap-Vert. En 1996 avec l'avènement de la régionalisation, la Ville de Pikine comprend aussi des communes d'arrondissement qui ont été créées par décret 96-1117 du 27 septembre 1996.

En 2014, en vertu de l'acte III de la décentralisation, les ex communes d'arrondissements ont été érigées en communes de plein exercice par le décret 2014-830 du 30 juin 2014, portant création des villes de Dakar, Guédiawaye, Pikine, Rufisque et Thiès.

La Ville de Pikine a connu une dernière réorganisation avec l'arrêté 002/MVP/SMVP/DARH du 17 mars 2015, portant organisation des services.

Les services de la ville comprennent :

- le cabinet du Maire et ses services rattachés qui sont au nombre de 08,
- et le secrétariat Général et ses services rattachés qui sont au nombre de 10.

Le même arrêté précise les missions de chacune de ces structures.

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu la décision portant nomination des membres de la Commission des marchés de la Ville de PIKINE. La décision a été transmise le 02 janvier 2013 par courrier à la DCMP et à l'ARMP conformément à l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics, qui fixe la transmission des actes de nomination des membres de la commission au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique pour l'exercice 2013 ont été transmises par courrier le 04 janvier 2013 à l'ARMP.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

Nous avons reçu la décision portant nomination des membres de la Cellule de passation des marchés de la collectivité locale de PIKINE. La décision a été transmise le 02 janvier 2013 par courrier à la DCMP et à l'ARMP.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et le rapport annuel ont été produits par la Cellule de Passation des marchés conformément à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

Les rapports du 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres ont été transmis à la DCMP respectivement le 29 mars 2013, le 18 juillet 2013 et le 30 septembre 2013. Concernant le rapport annuel, il a été transmis le 27 février 2014 par courrier n°046/MVP.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le plan de passation des marchés a été transmis le 04 janvier 2013, conformément à l'article 06 du CMP en vigueur qui fixe le délai, au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de Passation des Marchés a été publié dans le journal « Populaire » n°3954 du mercredi 30 janvier 2013. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur l'AGPM.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés de la Collectivité Locale de PIKINE est correct.

3.1.7 Autres

Nous avons reçu les attestations de formation des membres de la Commission des marchés. Le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés quand à lui, possède un Master en passation des marchés publics.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

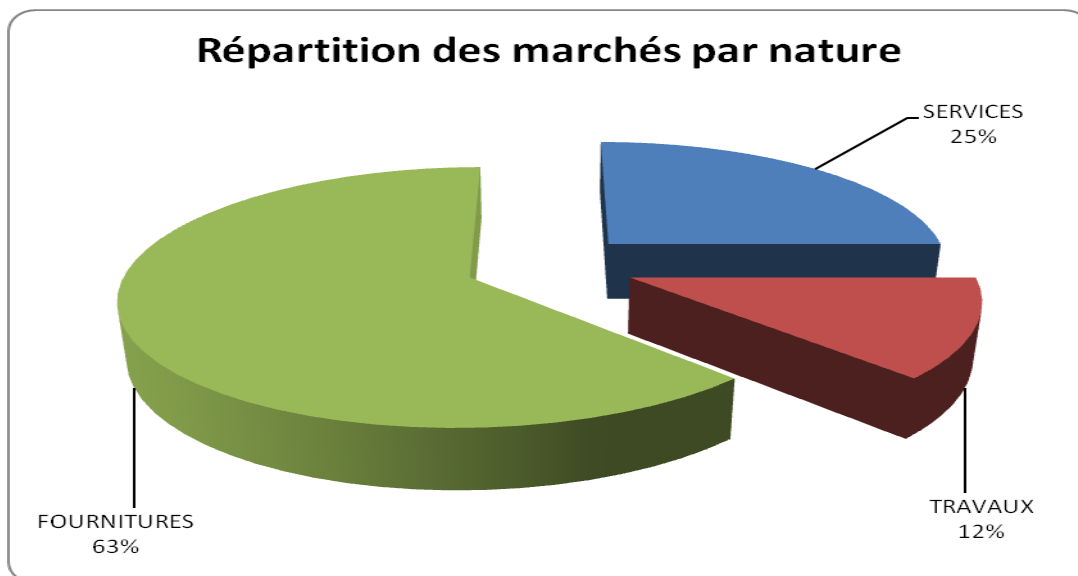
Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la Collectivité Locale de PIKINE.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	8	380 515 004	8	380 515 004	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	4	289395177	4	289395177	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	4	22 941 894	4	22 941 894	100%	100%
Avenant	-	-	-	-	-	-
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	16	692 852 075	16	692 852 075	100%	100%

Remarques : nous avons relevé deux (02) marchés passés par appel d'offres qui ont été déclaré infructueux après avis de la DCMP. Il s'agit de l'appel d'offres ouvert « Construction des trois (03) Blocs opératoires » et de l'appel d'offres restreint « Entretien et réparation de véhicules ».

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- ✚ 63% de marchés de fournitures pour un montant de 587 835 176 FCFA
- ✚ 25% de marchés de servies pour un montant de 93 592 139 FCFA
- ✚ 12% de marchés de travaux pour un montant de 11 424 760 FCFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

Non n'avons pas relevé de marchés atteignant le seuil de revu de la DCMP.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Appel d'offres F-DAF-15/2013 : « Acquisition de véhicules et de corbillards pour la ville de PIKINE », d'un montant de 131 360 340 FCFA, attribué à MATFORCE :

- Nous avons relevé un retard de 19 jours. En effet le contrat prévoyait la réception des véhicules et corbillards 28 jours après la notification définitive au titulaire. Or la notification est datée du 30/10/2013 et le BL est daté du 16 décembre 2013 soit 19 jours de retard. Les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché n'ont pas été appliquées.

L'appel d'offres F-DAF-05/2013 : « Acquisition d'équipements sportifs, Tee-shirts et trophée », d'un montant de 26 903 469 F CFA TTC, attribué à KADIC MULTISERVICES :

- Nous avons remarqué que l'évaluation des critères s'est basée uniquement sur la bonne foi des fournisseurs. Rappelons que les critères d'évaluation ont été très bien détaillés dans le cahier de charges. Etant donné la nature de ce marché, la Ville de PIKINE aurait pu demander des échantillons afin de s'assurer de la conformité des fournitures qui lui seront livrées.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives pour les marchés passé par appel d'Offres Restreint.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles sur la liste des marchés obtenue de la Collectivité Locale de Pikine.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur les Demandes de Renseignements et de Prix.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Entente Directe.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'Avenants.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Deux (2) marchés ont fait l'objet de recours. Il s'agit du :

- 1 Marché relatif à « l'habillement des agents de la Direction des Services Techniques, de la Sécurité et de la Santé ».

- La société TOP NET a introduit un recours auprès de l'ARMP par lettre en date du 24 juin 2013, après avoir été informée du rejet de son offre pour le lot 3 par lettre du 13 juin 2013,
- Par décision n°187/13/ARMP/CRD/ du 17 juillet 2013 l'ARMP a constaté que TOP NET a introduit son recours tardivement soit 17 jours après la publication de l'avis d'attribution provisoire. Par conséquent l'ARMP a déclaré la procédure irrecevable.

2 Marché relatif à « l'acquisition de fournitures scolaires au profit de la ville de PIKINE ».

- La société MEGA Distribution soutient avoir soumis à l'ouverture des plis, l'offre la moins disante sur le lot du marché, mais la société n'a pas transmis les états financiers de 2009, 2010 et 2011, certifiés par un cabinet d'expertise comptable ou un commissaire aux comptes agréé, comme requis à la clause 5.1 des données particulières du Dossier d'appel d'offres.
- Par décision n°216/13/ARMP/CRD/ du 31 juillet 2013, l'ARMP dit que la commission des marchés a valablement écarté l'offre du requérant pour non-conformité des états financiers.

Pour ces deux recours, nous n'avons pas d'observations particulières par rapport aux décisions de l'ARMP.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Les documents attestant de l'exécution des marchés ont été fournis.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Appel d'offres F-DAF-15/2013 : « Acquisition de véhicules et de corbillards pour la ville de PIKINE », d'un montant de 131 360 340 FCFA, attribué à MATFORCE.





4. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
AOO		
1	<p>Appel d'offres F-DAF-15/2013 : Acquisition de véhicules et de corbillards pour la ville de PIKINE d'un montant de 131 360 340 FCFA, attribué à MATFORCE :</p> <p>Nous avons relevé un retard de 19 jours. En effet le contrat prévoyait la réception des véhicules et corbillards 28 jours après la notification définitive au titulaire. Or la notification est datée du 30/10/2013 et le BL est daté du 16 décembre 2013 soit 19 jours de retard. Les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché n'ont pas été appliquées.</p>	<p>Nous recommandons à la Collectivité Locale de PIKINE d'appliquer les pénalités de retard prévus dans le contrat</p>
AOR		
1	<p>L'appel d'offres F-DAF-05/2013 : Acquisition d'équipements sportifs, Tee-shirts et trophée d'un montant de 26 903 469 FCFA TTC, attribué à KADIC MULTISERVICES :</p> <p>Nous avons remarqué que l'évaluation des critères s'est basée uniquement sur la bonne foi des fournisseurs. En effet ces derniers ont juste repris les spécifications techniques décrites dans le DAO. Etant donné la nature du marché, la Ville de PIKINE aurait dû demander des échantillons afin de s'assurer de la conformité des fournitures qui lui seront livrées.</p>	<p>Pour ce type de marchés, nous recommandons à la Collectivité Locale de PIKINE, de prévoir dans ses cahiers de charges, la fourniture d'un échantillon de chaque produit afin de s'assurer de leur conformité par rapports aux spécifications techniques.</p>

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Le dernier audit des marchés publics de la Collectivité Locale de Pikine, remonte à 2012 et concerne la gestion de 2010.

Ci-dessous, le tableau des recommandations et leur niveau d'application :

Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2010	Niveau d'application
Convoquer les membres de la CM par écrit en respectant le nombre de cinq jours francs	Satisfaisant
Renforcer les capacités des membres de la CM en PM	Satisfaisant
Renforcer les moyens de la CPM	Satisfaisant
Inclure les DRP dans les PPM	Résolu
Eviter le fractionnement interdit au regard de l'article 54.5 et faire un regroupement des acquisitions par nature homogène et conformément au CMP	Résolu
Se familiariser avec l'article 77 du CMP sur les DRP et la circulaire 004/PM/CAB	Satisfaisant
Mettre en place une Commission d'étude, d'analyse et d'évaluation	Résolu
Mettre en place des critères d'évaluation et de comparaison des offres et des prix	Satisfaisant
Informers par écrit les candidats non retenus du rejet de leur offre pour les DRP	Satisfaisant
Elaborer des DAC en bonne et due forme en se référant aux dossiers types et ou la circulaire 004/PM/CAB pour les DRP	Satisfaisant
Mettre en place au niveau de la CPM toute la documentation sur les marchés depuis l'élaboration du budget jusqu'à l'exécution définitive du marché et assurer autant que possible la traçabilité des événements	Satisfaisant
Mettre en place au niveau de la CPM un système efficace de classement et d'archivage	Satisfaisant
Renforcer les capacités du personnel de la CPM en moyens pour le classement et l'archivage	Moyennement satisfaisant
S'approprier le manuel prévue à cet effet et disponible sur le site des marchés publics	Satisfaisant

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Appels d'offres restreints	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Les pénalités de retard ne sont pas appliquées	1			1	13%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la collectivité locale de PIKINE
AOO			
1	<p>Appel d'offres F-DAF-15/2013 : Acquisition de véhicules et de corbillards pour la ville de PIKINE d'un montant de 131 360 340 FCFA, attribué à MATFORCE :</p> <p>Nous avons relevé un retard de 19 jours. En effet le contrat prévoyait la réception des véhicules et corbillards 28 jours après la notification définitive au titulaire. Or la notification est datée du 30/10/2013 et le BL est daté du 16 décembre 2013 soit 19 jours de retard. Les pénalités de retard prévues dans le contrat de marché n'ont pas été appliquées.</p>	<p>Nous recommandons à la Collectivité Locale de PIKINE d'appliquer les pénalités de retard prévus dans le contrat</p>	<p>Nous prenons acte de cette recommandation, tout en faisant remarquer qu'au-delà de la rigueur des textes, le retard dans la livraison des véhicules résulte du fait que les sociétés concessionnaires ne font pas confiance aux collectivités locales qui accusent beaucoup de retard dans le règlement des factures. Elles ont tendance à procéder à la rétention des véhicules jusqu'à avoir la certitude du règlement immédiat. En retour la collectivité a parfois des scrupules à appliquer des pénalités de retard.</p>
AOR			
1	<p>L'appel d'offres F-DAF-05/2013 : Acquisition d'équipements sportifs, Tee-shirts et trophée d'un montant de 26 903 469 FCFA TTC, attribué à KADIC MULTISERVICES :</p> <p>Nous avons remarqué que l'évaluation des critères s'est basée uniquement sur la bonne foi des fournisseurs. En effet ces derniers ont juste repris les spécifications techniques décrites dans le DAO. Etant donné la nature du marché, la Ville de PIKINE aurait du demander des échantillons afin de s'assurer de la conformité des fournitures qui lui seront livrées.</p>	<p>Pour ce type de marchés, nous recommandons à la Collectivité Locale de PIKINE, de prévoir dans ses cahiers de charges, la fourniture d'un échantillon de chaque produit afin de s'assurer de leur conformité par rapports aux spécifications techniques.</p>	<p>Nous prenons acte de cette recommandation qui reste pertinente et permet à l'avenir de s'assurer de la conformité du produit, tout en faisant remarquer que le dossier avait reçu l'avis de non objection de la DCMP.</p>

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Nous prenons actes des commentaires de la Collectivité Locale de Pikine.